

Rectorat

D. P.C.P.

Division des Pensions et
de la Coordination Paie

Affaire suivie par :
Elisabeth GRAS

Téléphone
05 94 27 20 47

Mél.
Elisabeth.Gras@ac-guyane.fr

B.P. 6011
97306 CAYENNE Cedex

Cayenne, le 21/5/2014

Le Recteur de l'Académie de la Guyane
Chancelier de l'Université
Directeur Académique des Services
de l'Éducation Nationale

à
Madame l'IA-Directrice Académique Adjointe des
services de l'Éducation Nationale
Madame l'Inspectrice de l'Éducation nationale
Adjointe à la DAASEN
Mmes et Mrs les chefs des établissements
publics et privés
Mmes et Mrs les Inspecteurs d'académie-
Inspecteurs pédagogiques régionaux
Mmes et Mrs les IEN de circonscription
Mme la Directrice du CSAIO
Mmes les directrices du CIO
Mme la Directrice du CRDP
Mmes et Mrs les conseillers techniques
Mmes et Mrs les chefs de service et de division
Mme l'administratrice provisoire du Pôle
Universitaire de Guyane

OBJET : Circulaire d'information sur la réforme des retraites 2014

Références réglementaires :

- ***Loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public.***
- ***Loi n°2014-10 promulguée et publiée au JO du 21 janvier 2014***

La présente note a pour objet de vous présenter les principales mesures prises en application des textes sus-visés sur la réforme des retraites.

I – ALLONGEMENT DE LA DUREE D'ASSURANCE (annexe 1 à 4)

1) Cas général

Pour les agents nés à partir de 1958, la durée d'assurance augmente d'un trimestre supplémentaire tous les trois ans. Le tableau ci-dessous précise la durée de trimestres requis pour obtenir une pension à taux plein.

Génération	Durée de trimestres requis pour une pension à taux plein
1958, 1959, 1960	167 trimestres (41 ans et trois trimestres)
1961, 1962, 1963	168 trimestres (42 ans)
1964, 1965, 1966	169 trimestres (42 ans et un trimestre)
1967, 1968, 1969	170 trimestres (42 ans et deux trimestres)
1970, 1971, 1972	171 trimestres (42 ans et trois trimestres)
1973 et suivantes	172 trimestres (43 ans)

2) Départ anticipé des parents de 3 enfants

Pour mémoire, l'article 44 de la loi du 9 novembre 2010 a prévu l'extinction du dispositif de départ anticipé pour les parents de 3 enfants à compter du 1er janvier 2012.

Toutefois, les fonctionnaires, parents de 3 enfants qui réunissaient avant le 1er janvier 2012, 15 ans de services effectifs et qui avaient interrompu ou réduit leur activité pour chacun des enfants, conservent le bénéfice du départ anticipé, même si leur départ à la retraite intervient au-delà du 1er janvier 2012.

Conséquences pour le calcul de la pension :

a) Cas dérogatoire

Les parents de 3 enfants nés à compter du 1er janvier 1956 (catégorie sédentaire) ou du 1er janvier 1961 (catégorie actifs), le nombre de trimestres requis pour avoir une pension à taux plein (75%) est le même que celui exigé pour les fonctionnaires de la même génération qui partent à l'âge légal.

A titre d'exemple, une institutrice née en 1960 qui totalise 15 ans de services actifs en 2005 et qui a 3 enfants nés en 1986, 1990 et 2000, devra avoir cotisé 154 trimestres pour avoir une pension à taux plein comme pour les agents qui pouvaient partir en 2005 quelle que soit sa date de départ à la retraite.

b) Cas général

Pour les parents de 3 enfants nés à compter du 1er janvier 1956 (catégorie sédentaire) ou du 1er janvier 1961 (catégorie actifs) le nombre de trimestres requis pour avoir une pension au taux plein (75%) est le même que celui exigé pour les fonctionnaires de la même génération qui partent à l'âge légal.

A titre d'exemple, une institutrice née en 1961 qui totalise 15 ans de services actifs en 2005 et qui a 3 enfants nés en 1986, 1990 et 2000, devra avoir cotisé 167 trimestres pour avoir une pension à taux plein quelle que soit sa date de départ à la retraite comme les agents de catégorie active qui peuvent partir à compter de 2018.

Les parents de 3 enfants (cas général) sont donc concernés par l'allongement de la durée d'assurance.

3) Départ anticipé pour carrière longue

L'allongement de la durée d'assurance et de la durée cotisée s'applique aux départs anticipés pour carrière longue (se reporter à l'annexe 5).

Le dispositif existant sera accessible à un plus grand nombre d'agents, puisque des trimestres supplémentaires pourront être réputés cotisés. Ainsi, les trimestres suivants sont pris en compte au titre du régime général (le décret d'application est en attente) :

- Tous les trimestres de maternité (plus de plafonnement à 6 trimestres)
- 4 trimestres de chômage (au lieu de 2)
- 2 trimestres d'invalidité
- Tous les trimestres au titre de la pénibilité
- 4 trimestres de maladie et d'inaptitude temporaire (inchangé)

Ce sont les caisses de retraite qui déterminent le nombre de trimestres cotisés dans leur régime à prendre en compte au titre du « dispositif départ anticipé »

4) Départ anticipé en qualité de fonctionnaire handicapé (annexe 6)

L'allongement de la durée d'assurance et de la durée cotisée s'applique aux départs anticipés pour les fonctionnaires handicapés.

Le taux de handicap est ramené de 80% à 50%. La prise en compte de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) est supprimée pour les périodes postérieures au 1er janvier 2016.

Le coefficient de minoration (décote) n'est pas applicable aux fonctionnaires atteints d'un handicap de 50% (au lieu du taux de 80% actuellement).

Ces dispositions seront applicables aux pensions prenant effet à compter du 1er février 2014.

Cependant, pour les travailleurs reconnus handicapés, une disposition transitoire est proposée. Les périodes effectuées avant le 31 décembre 2015, par les travailleurs handicapés seront retenues pour le calcul de la durée d'assurance avec handicap.

II – REVALORISATION DES PENSIONS

1) Cas général

Les pensions civiles d'ancienneté seront revalorisées dorénavant au 1er octobre de chaque année en fonction du taux prévisionnel d'évolution moyenne annuelle des prix à la consommation de tous les ménages hors les prix du tabac prévu, pour l'année civile considérée, dans le rapport économique, social et financier annexé au projet de loi de finances.

2) Cas particulier

Les pensions civiles d'invalidité resteront revalorisées au 1er avril de chaque année selon le même coefficient.

La revalorisation des pensions des ayants cause (décès à la suite d'un attentat, d'une lutte dans l'exercice de ses fonctions, d'un acte de dévouement ou pour sauver la vie d'une personne) est maintenue au 1er avril.

III – RACHAT D'ANNEES D'ETUDES

Une aide au rachat de trimestres d'études pour les jeunes actifs est mise en place. Elle leur permet d'acquérir jusqu'à 4 trimestres à moindre coût sous réserve que leur demande soit présentée dans les 10 ans qui suivent la fin de leurs études.

Le dispositif consiste en une aide forfaitaire qui viendrait en déduction du montant des rachat d'années d'études (décret en attente).

Cas particulier de la prise en compte des trimestres de stages :

Les jeunes ayant accompli des stages en entreprise pourront faire valider jusqu'à deux trimestres sous condition de cotisation. Ces deux trimestres viennent en déduction du nombre de trimestres au titre du rachat d'études à tarif préférentiel. Un décret précisera les modalités et les conditions d'application de cet article.

IV – CUMUL EMPLOI RETRAITE

Ces règles de cumul s'appliquent aux fonctionnaires civils dont la première pension prend effet à compter du 1er janvier 2015.

La demande de mise en paiement d'une pension entraîne simultanément la mise en paiement de toutes les autres pensions auxquelles le fonctionnaire peut prétendre.

Ainsi, sous réserve que l'assuré ait liquidé ses pensions de vieillesse personnelles auprès de la totalité des régimes légaux ou rendus légalement obligatoires, de base et complémentaires, français et étrangers, ainsi que des régimes des organisations internationales dont il a relevé, une pension de vieillesse peut être entièrement cumulée avec une activité professionnelle.

Toutefois, la reprise d'activité est soumise à l'application des règles de cumul. En outre, cette activité procurant des revenus doit être inférieurs à 160% du salaire minimum de croissance ou au dernier salaire d'activité perçu avant la liquidation de la ou des-dites pensions et sous réserve que cette reprise d'activité, lorsqu'elle a lieu chez le dernier employeur, intervienne au plus tôt six mois après la date d'entrée en jouissance de la pension.

Le pensionné qui reprend une activité ne peut acquérir aucun nouvel avantage vieillesse dans un régime légalement obligatoire - régime de base et régime complémentaire (les cotisations retraite sont à fonds perdus).

A titre d'exemple :

Un agent né le 21 septembre 1952 a travaillé dans le secteur privé avant de devenir fonctionnaire

3 situations sont possibles :

1) Il demande ses droits au titre du régime général (RG) à compter du 1er septembre 2014 et continue son activité de fonctionnaires :

- Il perçoit sa pension du RG tout en continuant son activité de fonctionnaire*
- Il peut demander sa retraite de la fonction publique (FP) à tout moment*

2) Il demande ses droits au titre du régime général (RG) à compter du 1er janvier 2015 :

- Il doit cesser son activité dans la FP*

3) Il souhaite poursuivre son activité de fonctionnaire :

- Il ne peut pas demander sa retraite du RG – Les 2 pensions doivent être versées simultanément.*

V – DROIT A L'INFORMATION RETRAITE

L'assuré bénéficie gratuitement d'un droit à l'information sur le système de retraite par répartition.

En outre, un service en ligne sera créé au plus tard le 1er janvier 2017 donnant accès à tout moment à un relevé actualisé sous forme dématérialisée.

Pour de plus amples informations sur le sujet, les gestionnaires en charge des dossiers au sein de la Division des Pensions et de la Coordination Paye sont à votre disposition dont les coordonnées sont les suivantes :

*** Madame CARISTAN, personnels du 1er degré, personnels de direction et d'encadrement**

Téléphone : 0594 27 20 16

Adresse mail : raymonde.caristan@ac-guyane.fr

*** Madame ROGIER Christiane, Personnels du 2nd degré, COP, CPE, ATEC**

Téléphone : 0594 27 20 15

Adresse mail : christiane.rogier@ac-guyane.fr

Je vous remercie de bien vouloir diffuser la présente circulaire à l'ensemble des personnels placés sous votre autorité.

Pour le Recteur et par délégation
le Directeur des Relations
et des Ressources Humaines

Thierry WILLARD

**Service des retraites
de l'éducation nationale**

**Cas général
Services sédentaires**

Tableau n° 1

Année de naissance "population sédentaire"	Age de départ à la retraite	Année d'ouverture des droits (AOD)	Nombre de trimestres pour taux plein à 60 ans	Limite d'âge (LA)	Age où la décote s'annule ou âge pivot (article 66 de la loi n° 2003-775)	Taux de décote par trimestre manquant (%)	Surcote possible après l'âge légal de départ	Age de bénéfice du minimum garanti (art 45 de la loi n° 2010-1330 et art. 3 du décret n° 2010- 1744)
1943	60 ans	2003	150	65 ans			60 ans	
1944	60 ans	2004	152	65 ans			60 ans	
1945	60 ans	2005	154	65 ans			60 ans	
1946	60 ans	2006	156	65 ans	LA - 16 trim = 61 ans	0,125	60 ans	
1947	60 ans	2007	158	65 ans	LA - 14 trim = 61 a 6 m	0,250	60 ans	
1948	60 ans	2008	160	65 ans	LA - 12 trim = 62 a	0,375	60 ans	
1949	60 ans	2009	161	65 ans	LA - 11 trim = 62 a 3 m	0,500	60 ans	
1950	60 ans	2010	162	65 ans	LA - 10 trim = 62 a 6 m	0,625	60 ans	
Du 1/01 au 30/06/1951	60 ans			65 ans	LA - 9 trim = 62 a 9 m	0,750	60 ans	âge pivot - 9 trim = 60 a 6 m
Du 1/07 au 31/08/1951	60 ans 4 mois	2011	163		LA - 9 trim = 63 a 1 m	0,750	60 ans 4 mois	âge pivot - 9 trim = 60 a 10 m
Du 1/09 au 31/12/1951	60 ans 4 mois	2012		65 ans 4 mois	LA - 8 trim = 63 a 4 m	0,875	60 ans 4 mois	âge pivot - 7 trim = 61 a 7 m
Du 1/01 au 31/03/1952	60 ans 9 mois	2012	164	65 ans 9 mois	LA - 8 trim = 63 a 9 m	0,875	60 ans 9 mois	âge pivot - 7 trim = 62 ans
Du 1/04 au 31/12/1952	60 ans 9 mois	2013			LA - 7 trim = 64 ans	1,000	60 ans 9 mois	âge pivot - 5 trim = 62 a 9 m
Du 1/01/ au 31/10/1953	61 ans 2 mois	2014	165	66 ans 2 mois	LA - 6 trim = 64 a 8 m	1,125	61 ans 2 mois	âge pivot - 3 trim = 63 a 11 m
Du 1/11 au 31/12/1953	61 ans 2 mois	2015			LA - 5 trim = 64 a 11 m	1,250	61 ans 2 mois	âge pivot - 1 trim = 64 a 8 m
Du 1/01 au 31/05/1954	61 ans 7 mois	2015	165	66 ans 7 mois	LA - 5 trim = 65 a 4 m	1,250	61 ans 7 mois	âge pivot - 1 trim = 65 a 1 m
Du 1/06 au 31/12/1954	61 ans 7 mois	2016			LA - 4 trim = 65 a 7 m	1,250	61 ans 7 mois	âge pivot = 65 a 7 m
1955	62 ans	2017		67 ans	LA - 3 trim = 66 a 3 m	1,250	62 ans	âge pivot = 66 a 3 m
1956	62 ans	2018	166	67 ans	LA - 2 trim = 66 a 6 m	1,250	62 ans	âge pivot = 66 a 6 m
1957	62 ans	2019		67 ans	LA - 1 trim = 66 a 9 m	1,250	62 ans	âge pivot = 66 a 9 m
1958, 1959 et 1960	62 ans	2020, 21, 22	167	67 ans	LA = 67 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 67 a
1961, 1962 et 1963	62 ans	2023, 24, 25	168	67 ans	LA = 67 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 67 a
1964, 1965 et 1966	62 ans	2026, 27, 28	169	67 ans	LA = 67 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 67 a
1967, 1968 et 1969	62 ans	2029, 30, 31	170	67 ans	LA = 67 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 67 a
1970, 1971 et 1972	62 ans	2032, 33, 34	171	67 ans	LA = 67 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 67 a
1973 et après	62 ans	2035	172	67 ans	LA = 67 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 67 a

Instituteurs*, ou PE* ayant opté pour la limite d'âge des instituteurs

Date de naissance début "population active"	Age de départ à la retraite	AOD	Nombre de trimestres pour taux plein (déterminé en fonction de l'AOD)	Limite d'âge (instituteurs)	Age où la décote s'annule ou âge pivot (article 66 de la loi n° 2003-775)	Taux de la décote par trimestre manquant (%)	Pour les pensions liquidées à compter du 1/07/2011 surcote possible après	Age de bénéfice du minimum garanti (art 45 de la loi n° 2010-1330 et art 3 du décret n° 2010-1744)
1950	55 ans	2005	154	60 ans			60 ans	
du 1/01 au 30/06/1951	55 ans	2006	156	60 ans	LA -16 t = 56 a	0,125	60 ans	
du 1/07 au 31/12/1951	55 ans	2006	156	60 ans	LA -16 t = 56 a		60 ans 4 mois	
1952	55 ans	2007	158	60 ans	LA - 14 t = 56 a 6 m	0,250	60 ans 9 mois	
1953	55 ans	2008	160	60 ans	LA - 12 t = 57 a	0,375	61 ans 2 mois	
1954	55 ans	2009	161	60 ans	LA - 11 t = 57 a 3 m	0,500	61 ans 7 mois	
1955	55 ans	2010	162	60 ans	LA - 10 t = 57 a 6 m	0,625	62 ans	
du 1/01 au 30/06/1956	55 ans	2011	163 (idem agents sédentaires nés en 1951)	60 ans	LA - 9 t = 57 a 9 m	0,750	62 ans	âge pivot - 9 t = 55 a 6 m
du 1/07 au 31/08/1956	55 ans 4 mois			60 ans 4 mois	LA - 9 t = 58 a 1 m		62 ans	âge pivot - 9 t = 55 a 10 m
du 1/09 au 31/12/1956	55 ans 4 mois	2012	164 (idem agents sédentaires nés en 1952)	60 ans 4 mois	LA - 8 t = 58 a 4 m	0,875	62 ans	âge pivot - 7 t = 56 a 7 m
du 1/01 au 31/03/1957	55 ans 9 mois			60 ans 9 mois	LA - 8 t = 58 a 9 m		62 ans	âge pivot - 7 t = 57 ans
du 1/04 au 31/12/1957	55 ans 9 mois	2013	165 (idem agents sédentaires nés en 1953)	60 ans 9 mois	LA - 7 t = 59 ans	1,000	62 ans	âge pivot - 5 t = 57 a 9 m
du 1/01 au 31/10/1958	56 ans 2 mois	2014	165 (idem agents sédentaires nés en 1954)	61 ans 2 mois	LA - 6 t = 59 a 8 m	1,125	62 ans	âge pivot - 3 t = 58 a 11 m
du 1/11 au 31/12/1958	56 ans 2 mois	2015	166 (idem agents sédentaires nés en 1955)	61 ans 2 mois	LA - 5 t = 59 a 11 m	1,250	62 ans	âge pivot - 1 t = 59 an 8 m
du 1/01 au 31/05/1959	56 ans 7 mois			61 ans 7 mois	LA - 5 t = 60 a 4 m		62 ans	âge pivot - 1 t = 60 a 1 m
du 1/06 au 31/12/1959	56 ans 7 mois	2016	166 (idem agents sédentaires nés en 1956)	61 ans 7 mois	LA - 4 t = 60 a 7 m	1,250	62 ans	âge pivot = 60 ans 7 mois
1960	57 ans	2017	166 (idem agents sédentaires nés en 1957)	62 ans	LA - 3 t = 61 a 3 m	1,250	62 ans	âge pivot = 61 ans 3 mois
1961	57 ans	2018	167 (idem agents sédentaires nés en 1958)	62 ans	LA - 2 t = 61 a 6 m	1,250	62 ans	âge pivot = 61 ans 6 mois
1962	57 ans	2019	167 (idem agents sédentaires nés en 1959)	62 ans	LA - 1 t = 61 a 9 m	1,250	62 ans	âge pivot = 61 ans 9 mois

Date de naissance début "population active"	Age de départ à la retraite	AOD	Nombre de trimestres pour taux plein (déterminé en fonction de l'AOD)	Limite d'âge (instituteurs)	Age où la décote s'annule ou âge pivot (article 66 de la loi n° 2003-775)	Taux de la décote par trimestre manquant (%)	Pour les pensions liquidées à compter du 1/07/2011 surcote possible après	Age de bénéfice du minimum garanti (art 45 de la loi n° 2010-1330 et art 3 du décret n° 2010-1744)
1963	57 ans	2020	167 (idem agents sédentaires nés en 1960)	62 ans	LA = 62 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 62 ans
1964 - 1965 - 1966	57 ans	2021 2022 2023	168 (idem agents sédentaires nés en 1961, 1962 et 1963)	62 ans	LA = 62 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 62 ans
1967 - 1968 - 1969	57 ans	2024 2025 2026	169 (idem agents sédentaires nés en 1964, 1965 et 1966)	62 ans	LA = 62 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 62 ans
1970 - 1971 - 1972	57 ans	2027 2028 2029	170 (idem agents sédentaires nés en 1967, 1968 et 1969)	62 ans	LA = 62 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 62 ans
1973 - 1974 - 1975	57 ans	2030 2031 2032	171 (idem agents sédentaires nés en 1970, 1971 et 1972)	62 ans	LA = 62 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 62 ans
1976 et après	57 ans	2033	172 (idem agents sédentaires nés en 1973 et après)	62 ans	LA = 62 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 62 ans

**Service des retraites
de l'éducation nationale**

**Personnel ayant effectué des services classés en catégorie active
et terminant leur carrière dans un emploi sédentaire**

Tableau n° 3

Date de naissance début "population active"	Age de départ à la retraite	AOD	Nombre de trimestres pour taux plein (déterminé en fonction de l'AOD)	Limite d'âge	Age où la décote s'annule ou âge pivot (article 66 de la loi n° 2003-775)	Taux de la décote par trimestre manquant (%)	Pour les pensions liquidées à compter du 1/07/2011 surcote possible après	Age de bénéfice du minimum garanti (art 45 de la loi n° 2010-1330 et art 3 du décret n° 2010-1744)
1950	55 ans	2005	154	65 ans			60 ans	
du 1/01 au 30/06/1951	55 ans	2006	156	65 ans	LA - 16 t = 61 ans	0,125	60 ans	
du 1/07 au 31/12/1951	55 ans	2006	156	65 ans 4 mois	LA - 16 t = 61 a 4 m	0,125	60 ans 4 mois	
1952	55 ans	2007	158	65 ans 9 mois	LA - 14 t = 62 a 3 m	0,250	60 ans 9 mois	
1953	55 ans	2008	160	66 ans 2 mois	LA - 12 t = 63 a 2 m	0,375	61 ans 2 mois	
1954	55 ans	2009	161	66 ans 7 mois	LA - 11 t = 63 a 10 m	0,500	61 ans 7 mois	
1955	55 ans	2010	162	67 ans	LA - 10 t = 64 a 6 m	0,625	62 ans	
du 1/01 au 30/06/1956	55 ans	2011	163 (idem agents sédentaires nés en 1951)	67 ans	LA - 9 t = 64 a 9 m	0,750	62 ans	âge pivot - 9 t = 62 a 6 m
du 1/07 au 31/08/1956	55 ans 4 mois	2011	163 (idem agents sédentaires nés en 1951)	67 ans			62 ans	
du 1/09 au 31/12/1956	55 ans 4 mois	2012	164 (idem agents sédentaires nés en 1952)	67 ans	LA - 8 t = 65 ans	0,875	62 ans	âge pivot - 7 t = 63 a 3 m
du 1/01 au 31/03/1957	55 ans 9 mois	2012	164 (idem agents sédentaires nés en 1952)	67 ans			62 ans	
du 1/04 au 31/12/1957	55 ans 9 mois	2013	165 (idem agents sédentaires nés en 1953)	67 ans	LA - 7 t = 65 a 3 m	1,000	62 ans	âge pivot - 5 t = 64 ans
du 1/01 au 31/10/1958	56 ans 2 mois	2014	165 (idem agents sédentaires nés en 1954)	67 ans	LA - 6 t = 65 a 6 m	1,125	62 ans	âge pivot - 3 t = 64 a 9 m
du 1/11 au 31/12/1958	56 ans 2 mois	2015	166 (idem agents sédentaires nés en 1955)	67 ans	LA - 5 t = 65 a 9 m	1,250	62 ans	âge pivot - 1 t = 65 a 6 m
du 1/01 au 31/05/1959	56 ans 7 mois	2015	166 (idem agents sédentaires nés en 1955)	67 ans			62 ans	
du 1/06 au 31/12/1959	56 ans 7 mois	2016	166 (idem agents sédentaires nés en 1956)	67 ans	LA - 4 t = 66 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 66 ans
1960	57 ans	2017	166 (idem agents sédentaires nés en 1957)	67 ans	LA - 3 t = 66 a 3 m	1,250	62 ans	âge pivot = 66 ans 3 mois
1961	57 ans	2018	167 (idem agents sédentaires nés en 1958)	67 ans	LA - 2 t = 66 a 6 m	1,250	62 ans	âge pivot = 66 ans 6 mois
1962	57 ans	2019	167 (idem agents sédentaires nés en 1958)	67 ans	LA - 1 t = 66 a 9 m	1,250	62 ans	âge pivot = 66 ans 9 mois

Tableau n° 3

Personnel ayant effectué des services classés en catégorie active et terminant leur carrière dans un emploi sédentaire

Service des retraites de l'éducation nationale

Date de naissance début "population active"	Age de départ à la retraite	AOD	Nombre de trimestres pour taux plein (déterminé en fonction de l'AOD)	Limite d'âge	Age où la décote s'annule ou âge pivot (article 66 de la loi n° 2003-775)	Taux de la décote par trimestre manquant (%)	Pour les pensions liquidées à compter du 1/07/2011 surcote possible après	Age de bénéfice du minimum garanti (art 45 de la loi n° 2010-1330 et art 3 du décret n° 2010-1744)
1963	57 ans	2020	167 (idem agents sédentaires nés en 1958)	67 ans	LA = 67 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 67 ans
1964 - 1965 - 1966	57 ans	2021 2022 2023	168 (idem agents sédentaires nés en 1961, 1962 et 1963)	67 ans	LA = 67 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 67 ans
1967 - 1968 - 1969	57 ans	2024 2025 2026	169 (idem agents sédentaires nés en 1964, 1965 et 1966)	67 ans	LA = 67 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 67 ans
1970 - 1971 - 1972	57 ans	2027 2028 2029	170 (idem agents sédentaires nés en 1967, 1968 et 1969)	67 ans	LA = 67 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 67 ans
1973 - 1974 - 1975	57 ans	2030 2031 2032	171 (idem agents sédentaires nés en 1970, 1971 et 1972)	67 ans	LA = 67 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 67 ans
1976 et après	57 ans	2033	172 (idem agents sédentaires nés en 1973 et après)	67 ans	LA = 67 ans	1,250	62 ans	âge pivot = 67 ans

<p>Année au cours de laquelle est atteinte la durée de 15 ans de services actifs applicable avant l'entrée en vigueur de la loi 2010-1330</p>	<p>Nouvelle durée de services actifs exigée (II de l'article 35 de la loi 2010-1330)</p>
<p>Avant le 1er juillet 2011</p>	<p>15 ans</p>
<p>Entre le 1er juillet et le 31 décembre 2011</p>	<p>15 ans 4 mois</p>
<p>2012</p>	<p>15 ans 9 mois</p>
<p>2013</p>	<p>16 ans 2 mois</p>
<p>2014</p>	<p>16 ans 7 mois</p>
<p>A compter de 2015</p>	<p>17 ans</p>

article 6 du décret n° 2011-2103 du 30 décembre 2011 portant relèvement des bornes d'âge de la retraite des fonctionnaires

Dates de naissance	Age de départ	Début d'activité	Durée cotisée
1953	56 ans	Avant 16 ans	173 (DSB+8)
	58 ans et 4 mois	Avant 16 ans	169 (DSB + 4)
	59 ans et 8 mois	Avant 17 ans	165 (DSB)
	60 ans	Avant 20 ans	165 (DSB)
1954	56 ans	Avant 16 ans	173 (DSB + 8)
	58 ans et 8 mois	Avant 16 ans	169 (DSB + 4)
	60 ans	Avant 20 ans	165 (DSB)
1955	56 ans et 4 mois	Avant 16 ans	174 (DSB + 8)
	59 ans	Avant 16 ans	170 (DSB + 4)
	60 ans	Avant 20 ans	166 (DSB)
1956	56 ans et 8 mois	Avant 16 ans	174 (DSB + 8)
	59 ans et 4 mois	Avant 16 ans	170 (DSB + 4)
	60 ans	Avant 20 ans	166 (DSB)
1957	57 ans	Avant 16 ans	174 (DSB + 8)
	59 ans et 8 mois	Avant 16 ans	166 (DSB)
	60 ans	Avant 20 ans	166 (DSB)
1958	57 ans et 4 mois	Avant 16 ans	175 (DSB + 8)
	60 ans	Avant 20 ans	167 (DSB)
1959	57 ans et 8 mois	Avant 16 ans	175 (DSB + 8)
	60 ans	Avant 20 ans	167 (DSB)
1960	58 ans	Avant 16 ans	175 (DSB + 8)
	60 ans	Avant 20 ans	167 (DSB)
1961, 1962 et 1963	58 ans	Avant 16 ans	176 (DSB + 8)
	60 ans	Avant 20 ans	168
1964, 1965 et 1966	58 ans	Avant 16 ans	177 (DSB + 8)
	60 ans	Avant 20 ans	169
1967, 1968 et 1969	58 ans	Avant 16 ans	178 (DSB + 8)
	60 ans	Avant 20 ans	170
1970, 1971 et 1972	58 ans	Avant 16 ans	179 (DSB + 8)
	60 ans	Avant 20 ans	171
A compter de 1973	58 ans	Avant 16 ans	180 (DSB + 8)
	60 ans	Avant 20 ans	172

Durée d'assurance requise

âge à la date de départ à la retraite	Article R,37 bis du CPCMR	AOD en 2003	AOD en 2004	AOD en 2005	AOD en 2006	AOD en 2007	AOD en 2008	AOD en 2009	AOD en 2010	AOD en 2011	AOD en 2012	AOD en 2013 et 2014	AOD en 2015, 2016 et 2017	AOD en 2018, 2019 et 2020	AOD en 2021, 2022 et 2023	AOD en 2024, 2025 et 2026	AOD en 2027, 2028 et 2029	AOD en 2030, 2031 et 2032	AOD à compter de 2033
55 ans	DSB - 40 T	110 T	112 T	114 T	116 T	118 T	120 T	121 T	122 T	123 T	124 T	125 T	126 T	127 T	128 T	129 T	130 T	131 T	132 T
56 ans	DSB - 50 T	100 T	102 T	104 T	106 T	108 T	110 T	111 T	112 T	113 T	114 T	115 T	116 T	117 T	118 T	119 T	120 T	121 T	122 T
57 ans	DSB - 60 T	90 T	92 T	94 T	96 T	98 T	100 T	101 T	102 T	103 T	104 T	105 T	106 T	107 T	108 T	109 T	110 T	111 T	112 T
58 ans	DSB - 70 T	80 T	82 T	84 T	86 T	88 T	90 T	91 T	92 T	93 T	94 T	95 T	96 T	97 T	98 T	99 T	100 T	101 T	102 T
59 ans	DSB - 80 T	70 T	72 T	74 T	76 T	78 T	80 T	81 T	82 T	83 T	84 T	85 T	86 T	87 T	88 T	89 T	90 T	91 T	92 T

Durée d'assurance cotisée requise

âge à la date de départ à la retraite	Article R,37 bis du CPCMR	AOD en 2003	AOD en 2004	AOD en 2005	AOD en 2006	AOD en 2007	AOD en 2008	AOD en 2009	AOD en 2010	AOD en 2011	AOD en 2012	AOD en 2013 et 2014	AOD en 2015, 2016 et 2017	AOD en 2018, 2019 et 2020	AOD en 2021, 2022 et 2023	AOD en 2024, 2025 et 2026	AOD en 2027, 2028 et 2029	AOD en 2030, 2031 et 2032	AOD à compter de 2033
55 ans	DSB - 60 T	90 T	92 T	94 T	96 T	98 T	100 T	101 T	102 T	103 T	104 T	105 T	106 T	107 T	108 T	109 T	110 T	111 T	112 T
56 ans	DSB - 70 T	80 T	82 T	84 T	86 T	88 T	90 T	91 T	92 T	93 T	94 T	95 T	96 T	97 T	98 T	99 T	100 T	101 T	102 T
57 ans	DSB - 80 T	70 T	72 T	74 T	76 T	78 T	80 T	81 T	82 T	83 T	84 T	85 T	86 T	87 T	88 T	89 T	90 T	91 T	92 T
58 ans	DSB - 90 T	60 T	62 T	64 T	66 T	68 T	70 T	71 T	72 T	73 T	74 T	75 T	76 T	77 T	78 T	79 T	80 T	81 T	82 T
59 ans	DSB - 100 T	50 T	52 T	54 T	56 T	58 T	60 T	61 T	62 T	63 T	64 T	65 T	66 T	67 T	68 T	69 T	70 T	71 T	72 T